

L'armée française : 50 ans de présence en Afrique

S'il faut choisir un camp, c'est dans celui d'une population dominée et victime de violences que nous sommes. En effet, elle est prise en otage entre des bandes de religieux armés et une armée française qui ne représente que la volonté d'une classe exploiteuse ; celle-ci s'exprimant dans sa forme par la démocratie représentative et dans ses intérêts par sa cohorte de chefs d'entreprise. Une union sacrée qui permet encore une fois de réduire notre espace de liberté en contrôlant le discours médiatique et en renforçant le plan Vigipirate.

Au sud rien de nouveau

En juin 1830, l'armée française posait le pied sur le continent africain en Algérie, le gouvernement du prince Jules de Polignac espérait consolider l'influence de la classe dominante française dans le bassin occidental et méditerranéen, par l'ouverture de marchés et de débouchés au commerce et à l'industrie naissante. Une brillante victoire à l'extérieur permettrait de juguler une opposition intérieure dont rêvait l'ultra-monarchiste au pouvoir Charles X ¹. Sous les décombres de l'empire ottoman, l'aventure coloniale commençait ainsi que la guerre d'Algérie ...

1962, fin de la guerre d'Algérie : si les colons se retirent, l'armée française reste présente de façon permanente sur le territoire africain et signe le début de quelque 50 années de néocolonialisme. La politique africaine de la France relève en effet sous la V^e République de ce qu'il est convenu d'appeler le « domaine réservé » du président de la République. Ce fonctionnement monarchique ne découle pas de la Constitution, mais simplement de l'usage imposé par l'ineffable De Gaulle et maintenu par ses non moins indicibles successeurs ².

Le Mali

L'intervention de notre Scipion l'Africain à l'appel illégitime du potentat local fleure bon l'arnaque. Le gouvernement algérien avait pourtant réussi à amener les deux principaux protagonistes du mouvement national touareg Ansar Eddine et le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) – aux revendications territoriales dans le nord du Mali entre autres – à trouver un accord en vue de négocier une solution politique avec le gouvernement de Bamako. Le MNLA et Ansar Eddine ont signé fin décembre 2012 à Alger un accord dans lequel ils s'engagent à « *s'abstenir de toute action susceptible d'engendrer une situation de confrontation et toute forme d'hostilité dans la zone qu'ils contrôlent* » et ont également promis d'agir dans le sens de la libération de tous les otages en captivité dans la zone concernée et de sécuriser les zones sous leur contrôle. La coordination des positions et autres actions dans toute démarche visant la recherche d'une solution politique avec Bamako figure également parmi les engagements cosignés par les deux mouvements armés ³.

Mais sous la pression française, le gouvernement malien a ignoré ces bons offices et a continué en secret à préparer l'offensive armée planifiée entre l'été et l'automne 2012 comme en témoignent le recrutement tous azimuts et l'entraînement de mercenaires de tous les coins d'Afrique, étant entendu que les 3000 hommes de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) n'allaient pas suffire à déloger les mouvements touaregs de leurs positions.

Lutte contre l'intégrisme religieux, ils nous ont dit ! Pourtant la bande à Sarkoflic qui n'a pas hésité à armer et soutenir les djihadistes en Libye et en Syrie passe le relais à la bande à Scipion qui, lui aussi n'hésite pas aujourd'hui à soutenir les djihadistes en Syrie. Ce dernier se découvre subite-

ment une âme laïque et démocratique au Mali ! La laïcité ici n'est qu'un cache-sexe servant à dissimuler de sordides desseins stratégiques et économiques.

Le gouvernement français intervient car il y a au Mali, et juste à côté au Niger des mines d'uranium, d'or, d'argent et des gisements de terres rares. Bien sûr les médias sont toujours discrets sur les enjeux énergétiques et économiques... Pensez donc, que dirait l'opinion publique si notre Scipion nous racontait qu'on va au Mali pour s'assurer le contrôle des ressources en uranium pour alimenter nos vieilles centrales nucléaires pourries, les derniers vestiges d'une prétention scientifique et d'un dogme quasi religieux de Bouygues, Areva... et de leurs sbires, qu'ils soient politiciens ou pseudo-scientifiques.

S'il existe un avenir radieux...

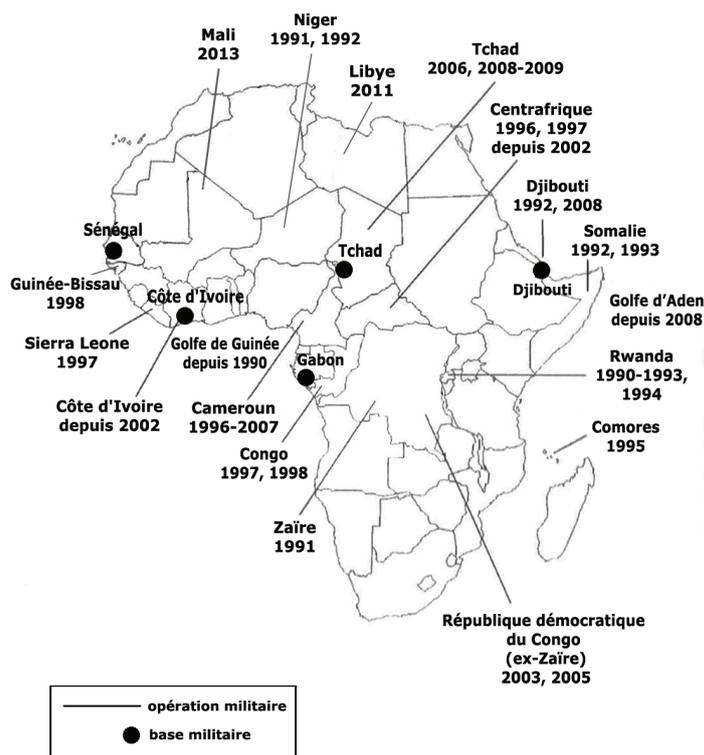
Si les entreprises françaises n'occupent plus le terrain africain, d'autre le feront. Les États-nations c'est la concurrence et pour éviter d'en venir aux mains, il faut y installer des armées bien fortes et des États-nations stables, c'est ce que se disent nos gouvernants.

Le processus RECAMP⁴, qui prévoyait le départ des troupes françaises en autonomisant les pays de la Françafric à coup d'instructeurs militaires, se voit « détourné » de son but en augmentant ses contingents, du fait de la suprématie du maître envers ses élèves. Les armées africaines ainsi constituées alimentent les gardes prétoriennes des petits dictateurs à la solde des intérêts de l'ordonnateur politico-économique français. Ces dictateurs, générant à leur tour des forces rebelles, appellent à la rescousse leur père nourricier qui a une longue expérience des tactiques de guerre dite « révolutionnaire »⁵ depuis l'Indochine (1946-1954).

Le problème africain résulte de l'organisation sociale capitaliste et non d'une prétendue « incapacité congénitale africaine » à passer à l'âge adulte.

Travaillons à mettre en place un fédéralisme mondial basé sur l'individu – principes de non-exploitation de l'homme par l'homme, d'entraide, de justice sociale, de liberté... – avec cet outil qu'est l'anarchosyndicalisme⁶.

Bases militaires et principales opérations françaises en Afrique depuis 1990



Syndicat intercorporatif de Montpellier CNT-AIT

1 – Benjamin Stora, *Histoire de l'Algérie coloniale 1830-1954*, La Découverte, 1991, collection Repères, p.16.

2 – Raphaël Granvaud, *Que fait l'armée française en Afrique ?*, Agone, 2009, p.399.

3 – <http://www.algerie1.com/actualite/medelci-laccord-entre-le-mnla-et-ansar-eddine-est-un-pas-tres-encourageant/>.

4 – Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix (RECAMP) : depuis le sommet de Ouagadougou - Sommet France-Afrique en 1995, au séminaire de Dakar en 1995, jusqu'aux exercices militaires conjoints en 1997 Nangbéto (avec le Bénin, le Burkina-Faso et le Togo), et Eléphants (avec la Côte-d'Ivoire). <http://lafrique.free.fr/a-f/199910ra.htm>.

5 – Guerre contre-insurrectionnelle : pratique de la torture, du déplacement des populations, de rafles, de camps de détention, de perquisitions nocturnes, de viols... il s'agit de frapper les esprits, d'exercer une action paralysante, de dissuader les populations de rejoindre les insurgés. (cf. note 2, p.26)

6 – Stratégie visant à fédérer mondialement les classes sociales exploitées (toute personne qui n'exploite pas d'autres êtres humains et qui est en situation de travail, d'études supérieures, de non-emploi ou de retraite) pour la défense de leurs intérêts. Regroupement d'individus en syndicats, qui pratiquent différentes tâches et modes d'organisation anti-autoritaires ; ce qui permet aux groupes de fonctionner de manière fédéraliste et autonome et qui prépare ainsi l'individu à une future organisation mondiale à construire.

Pour nous contacter et recevoir deux exemplaires gratuits de notre presse :
Syndicat intercorporatif de Montpellier CNT-AIT - BP 41176 - 34009 Montpellier cedex 1.
contact@cnt-ait-montpellier.org - <http://www.cnt-ait-montpellier.org/>